

Dossier du tribunal :

**À LA COUR SUPRÊME DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE
(DIVISION DE LA FAMILLE)
RELATIVEMENT À LA LOI SUR L'ÉTABLISSEMENT ET L'EXÉCUTION
RÉCIPROQUE DES ORDONNANCES ALIMENTAIRES (*INTERJURISDICTIONAL
SUPPORT ORDERS ACT*)
L. N.-É. 2002, telle que modifiée.**

ENTRE :

- et -

Défendeur

**AVIS D'ANNULATION DE L'ENREGISTREMENT D'UNE ORDONNANCE
ALIMENTAIRE
RENDUE À L'EXTÉRIEUR DU CANADA**

PRENEZ AVIS qu'une demande sera présentée en vertu de l'article 20(2) de la loi sur l'établissement et l'exécution réciproque des ordonnances alimentaires (*Interjurisdictional Support Orders Act*), L. N.-É. 2002, telle que modifiée, devant le juge de la Cour suprême (Division de la Famille) à _____, le _____ jour de _____, à _____ heure, ou dès que possible par la suite, relativement à une ordonnance d'annulation de l'enregistrement d'une ordonnance rendue à l'extérieur du Canada.

ET PRENEZ AVIS qu'à l'appui de cette demande, l'affidavit déposé par (personne demandant l'annulation de l'ordonnance rendue à l'étranger) sera lu, ainsi que tout autre document qui pourrait être indiqué.

DATÉ à _____, en Nouvelle-Écosse, le _____ jour de _____,

(Personne demandant l'annulation de l'ordonnance étrangère)

À : **L'agent chargé de l'exécution réciproque des pensions alimentaires de la Nouvelle-Écosse**
Angela Adams/Sherry Ervanowitz
Ministère de l'Agriculture de la Nouvelle-Écosse
1609, rue Hollis, 4^e étage
Halifax (N.-É.) B3J 1V7

**PAR SIGNIFICATION PERSONNELLE OU PAR COURRIER
RECOMMANDÉ**

ET À : La partie qui a revendiqué ou demandé l'ordonnance étrangère

Nom :

Adresse :

PAR COURRIER RECOMMANDÉ

OU À : **(si le dossier du tribunal ne contient pas d'adresse pour la partie)**
L'autorité compétente de l'entité pratiquant la réciprocité qui a envoyé
l'ordonnance à la Nouvelle-Écosse pour qu'elle soit enregistrée.

Nom :

Adresse :

PAR COURRIER RECOMMANDÉ